

Monsieur le Président, chers collègues,

Merci à l'Envoyé spécial Martin Griffiths et au SGA Mark Lowcock pour vos briefings. Un remerciement particulier aux briefers Wafa'a Alsaïdy de Médecins du Monde et Raja Abdullah Ahmed Almasabi de la Fondation arabe des droits de l'homme. Je salue votre travail et vous remercie de partager votre expérience et vos recommandations avec ce Conseil.

Je voudrais faire cinq remarques.

Premièrement, réaffirmer **notre plein soutien aux efforts de l'Envoyé spécial** pour obtenir un cessez-le-feu national, des mesures de confiance et la reprise d'un processus politique inclusif. Nous appelons toutes les parties à s'engager de manière constructive dans ces efforts et à faire preuve du courage politique nécessaire en vue de parvenir à un accord.

Deuxièmement, nous sommes alarmés par les récentes informations faisant état de victimes civiles, y compris des enfants, à la suite de frappes aériennes. Toutes les parties doivent protéger les civils et mettre fin aux graves violations commises à l'encontre des enfants. Les personnes handicapées sont touchées de manière disproportionnée par le conflit et ont besoin d'une protection et d'un soutien particuliers.

Troisièmement, le fléau du criquet pèlerin ajoute encore une autre couche de vulnérabilité. Nous sommes préoccupés par son impact sur la sécurité alimentaire et soutenons les efforts des Nations unies, en particulier de la FAO, pour mener des opérations de surveillance et de contrôle sur le terrain.

Nous appelons les parties à leur fournir un accès sûr aux zones de reproduction et à mettre en place des journées de tranquillité.

Quatrièmement, la situation humanitaire reste extrêmement préoccupante. Tous les partenaires internationaux devraient faire preuve de solidarité avec le peuple yéménite en soutenant le plan d'intervention mené par les Nations unies. Nous encourageons les pays à faire des engagements supplémentaires et à honorer ceux-ci. Je réitère également l'importance de l'accès humanitaire : nous rappelons à toutes les parties de respecter leurs obligations en vertu du droit humanitaire international. Les autorités devraient accélérer le dédouanement des équipement de protection et des fournitures médicales et faciliter les voyages aériens du personnel humanitaire.

Enfin, et c'est mon 5^{ème} point, je voudrais faire référence à notre récente réunion sur le pétrolier SAFER. Il est plus urgent que jamais d'agir. Nous demandons instamment aux Houthis de donner suite à leur engagement et de permettre aux experts techniques des Nations unies d'accéder au pétrolier, mais aussi de collaborer à une solution durable. Nous devons empêcher qu'une catastrophe environnementale et humanitaire ne se produise.

Je vous remercie, Monsieur le Président